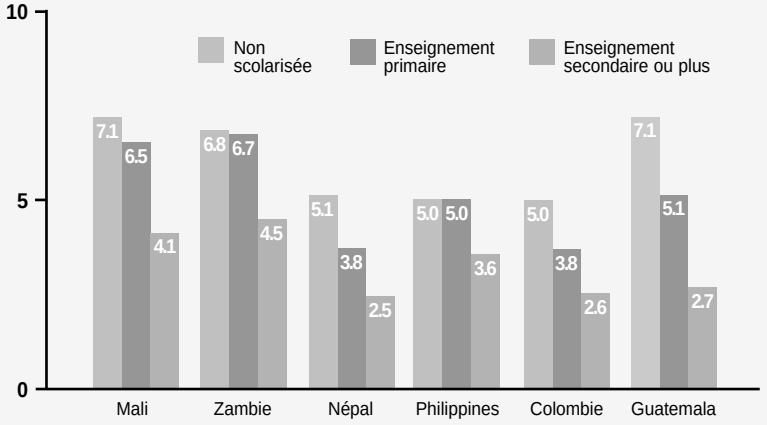
L'EDUCATION EST-ELLE LE MEILLEUR MOYEN DE CONTRACEPTION ?

Selon la Banque mondiale, l'éducation des femmes est « l'investissement le plus judicieux qui puisse être réalisé dans le monde en développement ». De nombreux gouvernements encouragent l'éducation des femmes non seulement pour promouvoir le développement économique, mais également pour encourager la limitation des naissances, accroître l'usage des moyens contraceptifs modernes et améliorer la santé des enfants. L'éducation des femmes devrait être une fin en soi. Mais est-ce la meilleure stratégie à court terme pour élargir les choix de reproduction des femmes lorsque les ressources sont limitées ?

Les Nations Unies, l'Académie nationale des science aux Etats-Unis (U.S. National Academy of Sciences), le Conseil de la population et d'autres organisations ont examiné les liens entre l'éducation et la procréation afin de mieux apprécier ces questions. Ce rapport de politique générale présente les principales conclusions de leurs recherches. Les données recueillies suggèrent que les décisions relatives à la procréation sont influencées par plusieurs facteurs et qu'il importe de considérer les mesures à prendre à court et à long termes pour améliorer la santé reproductive des femmes.

Figure 1

Nombre moyen d'enfants par femme et par niveau d'éducation



SOURCE : Enquêtes démographiques et de santé (Calverton, MD : Macro International).
NOTE : Pour le Mali, la Zambie et le Népal, les données comprennent les femmes ayant suivi des études secondaire ou plus longues. Pour les trois autres pays, les données ne concernent que les femmes ayant suivi des études secondaires.

Liens entre l'éducation et la procréation

Les femmes plus éduquées ont en général des familles moins nombreuses et en meilleure santé. A travers le monde, la durée des études s'avère être inversement proportionnelle à la taille du ménage. Dans un certain nombre de pays en développement, les femmes non instruites ont environ deux fois plus d'enfants que celles qui ont suivi 10 années d'études ou davantage.[1] Les femmes plus instruites entrent généralement dans la vie adulte plus tard et cette transition est moins brutale : elles ont leurs premiers rapports sexuels plus tard, se marient plus tard, désirent moins d'enfants et sont plus enclines à utiliser des moyens de contraception que les femmes moins éduquées.

Le lien entre l'éducation des femmes et le nombre d'enfants varie selon le contexte. Les taux de fécondité des femmes ayant un niveau d'éducation similaire varient d'un pays à un autre (voir Figure 1). Ainsi, dans certains pays africains, les femmes les plus éduquées ont plus d'enfants que les femmes d'autres régions du monde qui ont suivi des études plus courtes. D'autre part, les études menées dans le passé ont montré qu'un faible niveau d'éducation n'est pas toujours associé à un nombre d'enfants inférieur. Selon une étude réalisée en 1995 dans des pays en développement, les femmes ayant suivi quelques années d'étude seulement ont pratiquement le même nombre d'enfants (ou davantage) que les femmes non scolarisées.[2] Cette étude a conclu que dans les pays qui sont plus développés et où les femmes ont un niveau d'instruction supérieur, la durée des études est systématiquement associée à un taux de fécondité inférieur. Dans les pays les plus pauvres, cependant, un niveau d'instruction modeste a peu d'effet sur les taux de fécondité.

Le taux de fécondité est nettement inférieur chez les femmes qui ont suivi sept années d'études ou davantage. Dans nombre de pays très pauvres, sept années d'études est le « seuil » nécessaire pour enregistrer une baisse d'au moins 20 % du taux de fécondité. Des études montrent que moins un pays est développé, plus il faut d'années d'études

pour influencer le taux de fécondité et les indicateurs connexes tels que l'âge du mariage et l'utilisation des moyens contraceptifs.[3]

Le contexte national est un important déterminant de la taille du ménage, en particulier lorsque le niveau d'instruction des femmes est faible. Le contexte dans lequel l'éducation se déroule joue un rôle crucial dans les décisions en matière de procréation. Selon les experts, plusieurs aspects du contexte national sont particulièrement importants : [4]

■ *L'éducation pour tous.* Les taux de fécondité ont tendance à diminuer rapidement lorsque l'éducation est générale ou que la scolarisation primaire est quasiment universelle. Lorsqu'une forte proportion de la population est scolarisée, il suffit d'une faible augmentation d'instruction pour faire reculer le taux de fécondité. Les experts pensent que, à mesure que le niveau d'instruction de la population augmente, les normes sociales concernant la procréation changent. Même les femmes peu scolarisées seront influencées par l'évolution des normes communautaires en faveur de la réduction de la taille du ménage. D'autre part, les parents qui envoient leurs enfants à l'école ou qui désirent que leurs enfants poursuivent leurs études peuvent choisir d'avoir moins d'enfants. La scolarisation accroît souvent le coût par enfant.[5]

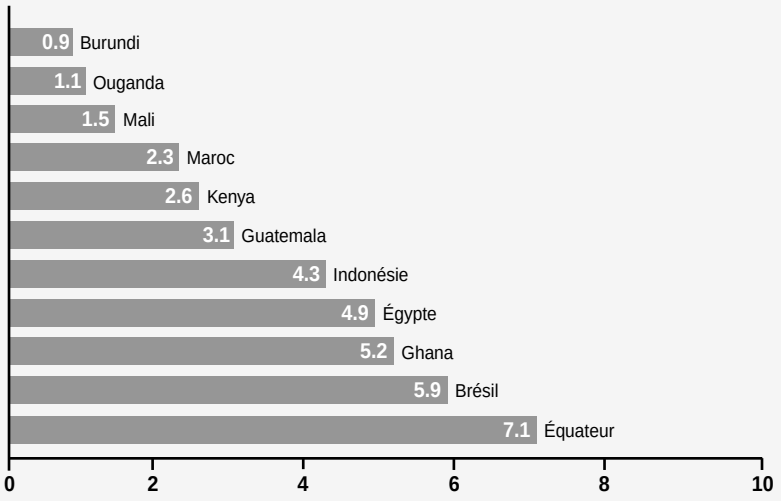
■ *Exposition aux média.* Dans certaines circonstances, les études montrent que l'éducation pour tous peut être moins déterminante pour réduire le taux de fécondité que dans le passé. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, où l'éducation n'est pas universelle, ont enregistré un recul substantiel du taux de fécondité depuis les années 60. Les experts pensent que plusieurs facteurs, notamment l'exposition à la radio et à la télévision, pourraient jouer le rôle joué dans le passé par l'éducation universelle.[6]

■ *Vigueur du programme de planning familial.* Un programme de planning familial bien développé encourage la limitation des naissances et améliore la santé des enfants. Même les femmes instruites peuvent avoir des difficultés à limiter le nombre de leurs enfants si les services dont elles ont besoin (information, conseil, produits de contraception) ne sont pas disponibles. L'analyse des données d'enquête recueillies dans 31 pays en développement a révélé que, lorsqu'un pays a un programme de planning familial bien développé, il suffit d'un modeste niveau d'instruction pour faire reculer sensiblement le taux de fécondité. En revanche, dans les pays dotés d'un programme de planning familial faible ou inexistant, le taux de fécondité des femmes mariées ayant suivi quelques années d'études est souvent plus élevé que celui des femmes non instruites.[7]

■ *Possibilités d'emploi.* Plus les femmes rentrent dans le marché de l'emploi et reçoivent des salaires élevés, plus la taille de la famille se réduit.[8] Quelques années d'études peuvent se traduire par une réduction du nombre d'enfants lorsque cela crée des possibilités d'emploi plus attrayantes que le mariage et la procréation à un jeune âge. Le fait de travailler en dehors du ménage peut exposer les jeunes filles à des rôles et valeurs non traditionnels. Pour les femmes qui travaillent, les enfants peuvent représenter un « coût d'opportunité » en termes de manque à gagner ou de stagnation professionnelle. Pour ces femmes, les enfants peuvent également constituer une « double charge » (tâches ménagères et responsabilités professionnelles) encore plus lourde.

Figure 2

Nombre moyen d'années d'études suivies par les femmes dans les pays concernés



SOURCE : Nations Unies, 1996-97.

Pourquoi les femmes instruites ont-elles moins d'enfants ?

Il n'existe actuellement aucun consensus dans la communauté scientifique sur les processus exacts par lesquels l'éducation influence les taux de fécondité. L'enseignement inculque-t-il des aptitudes particulières qui encouragent les femmes à avoir moins d'en-

fants ? On ne manque pas de théories sur les différents mécanismes en jeu. L'éducation est souvent associée à des caractéristiques qui pourraient inciter les femmes à avoir moins d'enfants : alphabétisation, autonomie personnelle accrue, exposition à de nouvelles valeurs, idées et modèles.

L'alphabétisation – la compréhension de la lecture, en particulier – semble avoir une forte influence sur la taille du ménage. Chez les femmes d'Afrique du Sud, par exemple, une étude a montré que de solides aptitudes en lecture et en écriture, quel que soit le revenu familial, influencent la taille de la famille. L'auteur de l'étude en conclut que l'accès à l'information joue un rôle important dans la prise des décisions. Les femmes qui savent lire sont mieux équipées pour obtenir et interpréter l'information, qu'elle soit obtenue en classe ou dans les médias. Les femmes plus instruites ont par ailleurs tendance à faire davantage appel aux services de santé et à mieux les utiliser.

L'alphabétisation est-elle plus importante que le nombre d'années de scolarisation ? Une étude réalisée au Ghana a également montré que plus les femmes ont un niveau d'instruction élevé, plus le taux de fécondité est faible. Mais cette étude indique également que le nombre d'années d'études exerce une forte influence sur le taux de fécondité, indépendamment de l'effet de l'alphabétisation. Le nombre d'années d'études pourrait influencer la fécondité de diverses façons : en modifiant les valeurs des étudiants, en incitant les filles à épouser un homme instruit qui ne souhaite pas avoir une famille nombreuse et en améliorant les connaissances grâce à l'éducation sur la vie familiale ou par d'autres moyens.[9]

Les jeunes femmes qui suivent des études, en particulier au niveau secondaire, sont plus enclines à avoir un plus grand sentiment d'autonomie. Elles peuvent plus facilement prendre leurs propres décisions, évoluer plus librement, gagner leur vie et garder le contrôle de leurs revenus. Même si elles ne travaillent pas en dehors de leur foyer, ces femmes peuvent avoir un sentiment d'autonomie dans d'autres aspects de leur vie. C'est ainsi qu'elles peuvent jouer un rôle plus important dans le choix de leur époux et de la date du mariage. Une fois mariées, elles peuvent avoir de meilleures relations avec leur époux, en ce qui concerne notamment la détermination du nombre d'enfants.[10]

La scolarisation peut inculquer des idées et des valeurs nouvelles, élargir le cercle social et faire découvrir de nouvelles figures d'exemple aux étudiants. De même, le fait d'envoyer leurs enfants en classe peut transformer les valeurs et les idées des parents. Les normes transmises par l'enseignement de type scolaire encouragent généralement la notion de famille nucléaire restreinte.[11] Les parents qui envoient leurs enfants en classe peuvent également être plus enclins à considérer l'enfance comme une période de croissance et de dépendance ; ils sont moins portés à considérer que leurs enfants doivent contribuer aux ressources économiques du ménage.[12]

L'importance des facteurs non scolaires

Les femmes plus instruites sont généralement différentes des autres femmes à plusieurs égards. Elles sont souvent plus aisées, vivent en milieu urbain et ont plus facilement accès aux services. Dans quelle mesure les facteurs non scolaires— statut socioéconomique, ethnicité, éducation des parents, objectifs personnels, report de l'âge du mariage, et mariage avec un époux instruit — influencent-ils les décisions en matière de procréation ? L'importance relative des différents facteurs varie probablement selon le contexte. L'éducation du mari et les revenus du ménage affectent généralement le taux de fécondité ; la plupart des études montrent cependant que l'éducation des femmes exerce une plus forte influence sur le taux de fécondité.[13]

Donner aux femmes les moyens de prendre des décisions éclairées

Les efforts menés pour améliorer le niveau d'instruction doivent se poursuivre quel que soit leur impact sur les pratiques reproductives. Mais quelles conclusions faut-il tirer du lien entre l'éducation et la procréation ? Les données disponibles ne suggèrent aucune conclusion simpliste. Les effets de l'éducation sur les femmes dépendent de nombreux facteurs sociaux, culturels et économiques. Ces réserves faites, quelles sont les implications pour l'action des pouvoirs publics ?

■ *Promouvoir l'éducation pour tous et l'enseignement secondaire.* Il est important d'atteindre une scolarisation quasi-universelle au niveau primaire et secondaire pour influencer les décisions en matière de procréation. Dans certains pays pauvres, cependant, il n'est peut-être pas réaliste de viser l'éducation pour tous ou un haut niveau de scolarisation secondaire dans l'avenir proche. Dans bien des pays en développement, les femmes sont relativement peu nombreuses à avoir suivi sept années d'études ou davantage (voir Figure 2). Une étude menée sur l'éducation et la fécondité en Afrique subsaharienne

a conclu que « la plupart des pays sont loin de l'éducation pour tous, et la guerre, l'austérité économique ou la forte croissance démographique se sont traduits dans certains cas par la stagnation ou l'érosion des avantages éducatifs acquis au cours des dernières décennies. »[14] Une question cruciale pour les décideurs est de déterminer s'il est possible à court terme de relever de manière sensible le niveau d'instruction général dans le pays.

■ *Développer les programmes radiotélévisés et d'éducation en matière de population.* Les programmes radiotélévisés peuvent sensibiliser la population, promouvoir les idées nouvelles et encourager à adopter des comportements plus sains. L'éducation en matière de population peut être intégrée aux programmes scolaires et non scolaires, et informer sur le SIDA, la parité entre les sexes, le planning familial, le rôle des parents et d'autres questions.

■ *Relever le niveau d'instruction.* L'alphabétisation semble avoir une influence particulière sur les décisions en matière de procréation. Par conséquent, l'amélioration de l'aptitude à lire et à écrire (en améliorant la qualité de l'enseignement et en fournissant des programmes éducatifs) des individus non scolarisés peut avoir des retombées favorables sur l'économie, mais aussi sur la démographie et la santé.

■ *Intensifier les efforts de planning familial.* Un programme de planning familial bien développé offre aux femmes les services et les informations qui leur sont nécessaires pour prendre des décisions éclairées en matière de procréation. Les services de planning familial sont un élément clé pour réduire la taille des ménages et, en ce qui concerne les jeunes, encourager une entrée harmonieuse dans la vie adulte.

■ *Offrir des possibilités d'emploi rémunéré aux femmes ayant suivi une éducation de base.* Les études réalisées montrent que, lorsque les femmes ont de bonnes possibilités d'emploi rémunéré, elles remettent le mariage et les enfants à plus tard. Les mesures qui visent à offrir davantage de possibilités d'emploi et des salaires supérieurs aux femmes peuvent les inciter à avoir une famille moins nombreuse et en meilleure santé.

Références

[1] Nations Unies, *Département des affaires économiques et sociales,* Division Population, Linkages Between Population and Education (New York : Nations Unies, 1997) : 12.

[2] S.J. Jejeebhoy, *Women's Education, Autonomy, and Reproductive Behaviour: Experience from Developing Countries* (Oxford, UK : Clarendon Press, 1995).

[3] Ibid.

[4] I. Diamond, M. Newby, S. Varle, « Female Education and Fertility: Examining the Links, » *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World,* C. Bledsoe, J. Casterline, J. Johnson-Kuhn et J. Haaga, eds. (Washington, DC : National Academy of Science Press, 1999) : 23-45.

[5] C. Lloyd, C. Kaufman et P. Hewett, *The Spread of Primary Schooling in Sub-Saharan Africa: Implications for Fertility Change* (New York : The Population Council, 1999).

[6] Ibid.

[7] I. Diamond, M. Newby, S. Varle, « Female Education and Fertility: Examining the Links » : 32-33.

[8] Ibid. : 42-44.

[9] P. Glewwe, « School Quality, Student Achievement, and Fertility in Developing Countries, » *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World,* C. Bledsoe, J. Casterline, J. Johnson-Kuhn et J. Haaga, eds. (Washington, DC : National Academy of Science Press, 1999) : 128-131.

[10] S.J. Jejeebhoy, *Women's Education, Autonomy, and Reproductive Behaviour: Experience from Developing Countries.*

[11] I. Diamond, M. Newby, S. Varle, « Female Education and Fertility: Examining the Links » : 37.

[12] C. Lloyd, C. Kaufman et P. Hewett, *The Spread of Primary Schooling in Sub-Saharan Africa: Implications for Fertility Change* : 6.

[13] S.J. Jejeebhoy, *Women's Education, Autonomy, and Reproductive Behaviour: Experience from Developing Countries* : 32.

[14] C. Lloyd, C. Kaufman et P. Hewett, *The Spread of Primary Schooling in Sub-Saharan Africa: Implications for Fertility Change* : 51.

Remerciements

Dara Carr du Population Reference Bureau a rédigé ce rapport de politique générale avec le concours de Jennifer Adams, Lori Ashford, Barney Cohen, Peter Donaldson, Elizabeth Gould, Carl Haub, Mai Hijazi et Nancy Yinger. La traduction a été réalisée par Comprehensive Language Center. Parfait M. Eloundou-Enyegue a révisé cette version française.

Ce projet a été financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre du projet MEASURE *Communication* (HRN-A-00-98-000001-00).

POPULATION REFERENCE BUREAU
MEASURE *Communication*
1875 Connecticut Ave., NW, Suite 520, Washington, DC 20009 Etats-Unis
Tél. : (202) 483-1100 ■ Fax : (202) 328-3937 ■ E-mail : measure@prb.org ou popref@prb.org
Site Web : www.measurecommunication.org ou www.prb.org

©Population Reference Bureau, mai, 2000